Abderrahmane Bouguermouh évoque

Par Hacène-Lhadi Abderrahmane.
email : rachid_ilot@yahoo.fr

En vérité, cette interview n'en est pas une. A l'origine, il s'agissait pour moi, dans le cadre d'une série d'articles sur le cinéma algérien, d'interroger Abderrahmane Bouguermouh sur ses débuts au cinéma. Cela se passait chez lui, à Alger, vers 1987.

Des propos, issus d'une discussion libre et sympathique, que j'ai reproduits fidèlement, je dirais même littéralement, afin de ne pas dénaturer le sens exact de chacune de ses phrases. Ils peuvent sembler un peu épars, mais peut-être auront-ils le mérite de faire connaître son enfance et une facette ignorée de la vie professionnelle de ce grand artiste parti trop tôt. Ecoutons-le.

«Dans les diverses interviews données aux critiques, nous rencontrons souvent cette question : comment êtes-vous venus au cinéma ? Nous ne savons souvent quoi répondre, car il est difficile pour ceux de ma génération de donner une réponse précise. Il ne faut surtout pas oublier qu'à l'époque du colonialisme, en dehors des professions libérales, nous ne pouvions pas réaliser nos aspirations, bien des portes ne s'ouvraient jamais pour les "indigènes". C'est souvent le hasard du destin qui nous a installés derrière la caméra. Avions-nous seulement quelques dispositions pour ? Peut-être. Personnellement, c'est mon père qui, durant ses moments de loisir, s'adonnait aux plaisirs de la photo, m'avait fait découvrir la magie de l'image et ses possibilités d'expression.

Mon univers d'enfant n'avait rien de plus que celui de tout gosse qui se débattait entre des millions qui subissaient le destin collectif d'un peuple colonisé, seuls les paysages changeaient. Quant à la condition humaine, elle était presque la même pour tous les «Français musulmans» que nous étions.

Je suis né le 25 février 1936 à Ighzer Amokrane, dans la wilaya de Bougie, dans une maison qui avait abrité les réunions préliminaires du Congrès de la Soummam. Mes souvenirs qui remontent à la Seconde Guerre mondiale sont marqués par la famine et le typhus qui emportaient les Algériens par milliers. Je me rappelle que dans un petit hameau d'Ouzellaguen, les femmes attendaient la nuit pour aller chercher de l'eau à la fontaine, tant leur nudité apparaissait sous les lambeaux de leur seule robe.

Bien que mon père était instituteur, nous avions faim et froid nous aussi. C'est durant ces années que s'était forgé à tout jamais dans les masses le sentiment national. Je me souviens des grandes discussions politiques qui se tenaient dans notre maison, sous un frêne immense, à l'initiative de mon père qui était un militant du parti de Ferhat Abbas (UDMA), et de mon oncle, un des premiers intellectuels du PPA-MTLD. Leurs amis et compagnons s'engageaient parfois dans des débats orageux qui finissaient tard dans la nuit au grand soulagement de ma grand-mère qui avait toujours peur que cela ne dégénère en coups de fusil.

A la fin des vacances scolaires, je repartais à Sétif, où mon père était enseignant. Toute une année allait s'écouler entre l'école, les immensités de neige sur lesquelles nous jouions quand même au football, les champs de blé où nous dérobions à la barbe des colons des épis de blé pour en manger le grain encore tendre, et le cinéma… quatre films par semaine. Je n'en ratais pas un. Je «piquais» quelques sous à tous les membres de la famille pour me payer un billet. Quand cela ne suffisait pas, la vente des illustrés, du plomb que nous allions récupérer dans un dépôt de casse, payaient le reste. Et puis, arrivait la fin de l'année scolaire avec ses prix, ses succès et ses échecs suivie du départ au bled où je devais cette fois-ci passer une année entière, car mon père, suite aux évènements du 8 Mai 1945, venait d'être muté par mesure disciplinaire à Constantine. C'est durant ces événements que je découvris pour la première fois de mes yeux d'enfant les horreurs du colonialisme : des Algériens tombaient par centaines sous les balles meurtrières des Français. Je n'oublierai jamais l'image d'un petit cireur qui devait avoir mon âge, étalé sur le dos, les bras en croix. Sa boîte à brosses baignait dans le sang qui giclait encore de sa carotide.

Photo : DR

Abderrahmane Bouguermouh a toujours été du côté du faible, du pauvre et des sans-abris.

Ainsi s'écoula mon enfance, tourmentée par ces souvenirs indélébiles.

En 1956, lorsque la grève des étudiants fut déclenchée, je poursuivais mes études secondaires au lycée Eugène-Albertini de Sétif. La répression massive qui s'abattit même sur les étudiants m'obligea à fuir le pays pour échapper à une éventuelle arrestation. En France, pour subsister, j'acceptais tous les menus travaux, y compris celui de saisonnier ou d'agent de tri dans les gares. A la reprise des études, le problème ne se posait pas pour les étudiants, mais les lycéens, on refusait de les reprendre après deux ans d'absence.

En 1959, je rentre au pays où, grâce à un ami de mon père, je me fais recruter à Radio-Algérie en qualité de régisseur. En 1961, ayant subi avec succès un concours d'accès à l'IDHEC (Institut de hautes études cinématographiques), dans la spécialité «réalisation», je suis reparti en France accompagné de mon épouse Djamila que j'avais connue à mes débuts à la Radio. A l'issue de ma formation, j'ai travaillé durant une année à l'ORTF comme assistant de mon ancien professeur, Serge Friedman. Play-backs, petits sketches et variétés étaient mes premières réalisations. Ainsi, j'ai eu l'honneur et le plaisir de filmer les premières variétés de Chérif Kheddam, Allaoua Zerrouki, Akli Yahiatène et une émission consacrée au peintre Issiakhem.

Juste après l'indépendance, je rentre au pays. Le cinéma à cette époque n'était qu'un art balbutiant qu'il fallait promouvoir. Nous nous sommes attelés à cette tâche avec enthousiasme, moi, Ali Yahia, René Vautier, Pierre Clément, Lakhdar Hamina, Ahmed Hocine et Terki. Nous manquions de tout pour faire un film, mais animés de notre bonne volonté, nous nous organisâmes pour réaliser un documentaire sur le premier anniversaire du déclenchement de la guerre de Libération nationale produit par les services du cinéma du ministère de l'Information. Cette première œuvre était un témoignage précieux sur une fête remplie d'allégresse et d'espérance.

A la création de l'Office des actualités algériennes, en janvier 1963, notre petit groupe se disloqua. Lakhdar Hamina, Pierre Clément et des techniciens qui savaient déjà tenir une caméra ont rejoint cet organisme que dirigeait Mustapha Badie. Ahmed Hocine quitta le ministère pour une autre fonction. René Vautier a pris la direction du service d'animation audiovisuelle du ministère de la Jeunesse et des Sports, situé à Ben-Aknoun, où avec quelques jeunes recrues, dont Ahmed Rachedi, Nasserdine Guenifi, Allel Yahiaoui, Tayeb Lamouri, Dahmane Boumediène, Mohamed Bennaceur, Mohamed Guennez, il réalisera un film d'essai qui s'intitule *Peuple en marche*. Quant à moi, nanti de mes diplômes et quelques années d'expérience dans le domaine de la réalisation, j'ai tenté de me faire recruter à la RTA, mais j'ignorais, qu'à l'époque, c'était une chasse trop bien gardée par quelques anciens réalisateurs. Aussi, en attendant des jours meilleurs, j'ai intégré la commission de «visionnage» chargée de délivrer les visas d'exploitation. M. Ould-Moussa en était le responsable. Un jour, on m'appela du ministère pour faire partie du groupe de réflexion chargé de préparer les statuts du futur Centre national du cinéma algérien (CNCA). Ce groupe piloté par M. Rezzoug était composé de MM. Ould Moussa, Zidi, Ahmed Hocine et moi-même.

Nous quittions alors les bureaux exigus du ministère de l'Information situé au 119, Didouche-Mourad pour nous installer aux Asphodèles, à Ben Aknoun, dans un immeuble qui allait abriter le siège du CNCA, la future école du cinéma, ainsi que les services techniques.

La création du CNCA (décret du 8 juin 1964) était non seulement une nécessité mais une urgence, car il allait permettre, d'une part, de regrouper tous les moyens humains et matériels existants çà et là et, d'autre part, planifier la production de films. Par ailleurs, les salles de cinéma en 35 mm ayant fait l'objet d'une nationalisation deux mois plus tard par le président Ben Bella (décret n° 64-241 du 19 août 1964), la création du CNCA est arrivée à point nommé pour prendre en charge aussi la gestion de ces salles au nombre de 400. La seule difficulté était que nous n'étions pas préparés pour gérer un si grand réseau d'exploitation. Mus par notre volonté et notre enthousiasme ardent, nous sommes parvenus à maîtriser la situation. Comment ne pas réussir lorsque le sentiment patriotique était encore fort, aussi fort que durant la révolution? Rien ne pouvait affaiblir ou freiner notre élan car nous étions convaincus que nous travaillions pour une Algérie telle que la voulaient nos martyrs tombés au champ d'honneur. Une Algérie juste, équitable, sans corrompus ni corrupteurs, avec une égalité des chances pour tous ses enfants.

Avec de tels nobles sentiments, nous étions capables de soulever des montagnes. Nous avions travaillé d'arrache-pied, nuit et jour, sillonnant toute l'Algérie pour nous enquérir de l'état des salles et de leur fonctionnement.

Souvent, nous nous prenions en charge nous-mêmes, quitte à dormir dans un hammam. C'était pour nous une forme de militantisme, sans parti ni carte d'adhésion, la seule référence à l'Algérie suffisait pour nous faire bondir.

M. Rezzoug fut le premier directeur du CNCA

Un an plus tard, il sera remplacé par M. Mahieddine Moussaoui, un gestionnaire hors pair. Il donnera à notre cinéma toutes les assises nécessaires. Il était même sur le point de faire aboutir un projet de construction d'un centre de production cinématographique avec toutes ses annexes, lorsqu'il fut appelé à d'autres fonctions. Le départ de cet homme aux compétences avérées a nui fatalement au développement harmonieux du cinéma algérien.

Conscient de l'urgence de produire des films qui relateront les pages glorieuses de notre lutte de libération nationale, il m'avait chargé de mettre sur pied des équipes de tournage pour concrétiser ce programme ambitieux. La direction de production s'installa au Château Royal, à Ben Aknoun.

Il m'avait désigné directeur de ce centre. Les quelques techniciens formés par René Vautier et que j'ai trouvés sur place ont fait partie de la première équipe qui allait participer à la réalisation des premiers longs métrages *Une si jeune paix*, de Jacques Charby, et *l'Aube des damnés*, d'Ahmed Rachedi. J'ai repris moi-même cette équipe, quelque temps plus tard, pour tourner *Comme une âme*, d'après un texte original de Malek Haddad. Et durant plusieurs années, le cinéma algérien continuera d'exister grâce à ces valeureux pionniers formés sur le tas et quelques transfuges de la RTA. Quant à l'Institut du cinéma que dirigeait Ahmed Hocine, malgré son existence éphémère, il aura livré une bonne fournée de cinéastes qui marqueront le cinéma algérien. Il s'agit notamment de Merzak Allouache, Sid-Ali Mazif, Lamine Merbah, Mohamed Ifticène, Rachid Ben Allel, Haddadi... formés par les enseignants Ahmed Kerzabi, Djafar Damardji et des Polonais.